

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE MONTREUX-CHATEAU

SEANCE du 20 décembre 2021

Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont Pris part à la délibération
9	14	11

L'an deux mil vingt et un et le lundi 20 décembre, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans la salle d'honneur sous la présidence de Mr Crépin Philippe,

Date de la convocation
13 décembre 2021

Présents : Mmes Garniaux, Beluche Hernandez, Dubois, Mougins, Baros
Mrs. Crépin, Beaufrez, Lepers, Bonsoir

Absents excusés : Mrs. Harmand, Garessus

Date d'affichage
13 décembre 2021

Procuration : M. Brun Michael à M. Crépin Philippe ; M. Beluche Philippe à Mme Garniaux Martine

Objet de la Délibération

Secrétaire de séance : Mme Hernandez

Public :

Envoyé en préfecture le 23/12/2021

Reçu en préfecture le 23/12/2021

Affiché le

ID : 090-219000718-20211220-2021_40-DE



Délibération n° 2021-40

Autorisation à engager des crédits d'investissements (25 %)

Le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales : Article L 1612-1

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 30 avril 2022, en l'absence du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévue au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou de rengagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus sont inscrits au budget lors de son adoption.

Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes :

- 21318 Autres bâtiments publics : 533 659 € (2 134 636 x 25 %)

VOTE : OUI à l'unanimité

Fait et délibéré à Montreux-Château, les jours mois et an que dessus.

Rendu exécutoire par affichage et
Envoi en Préfecture le 23/12/2021
Le Maire, Philippe Crépin



Pour extrait conforme
Le Maire, Philippe Crépin



Envoyé en préfecture le 23/12/2021

Reçu en préfecture le 23/12/2021

Affiché le

ID : 090-219000718-20211220-2021_40-DE



EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE MONTREUX-CHATEAU



Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont Pris part à la délibération
9	14	11

Date de la convocation
13 décembre 2021

Date d'affichage
13 décembre 2021

Objet de la Délibération

SEANCE du 20 décembre 2021

L'an deux mil vingt et un et le lundi 20 décembre, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans la salle d'honneur sous la présidence de Mr Crépin Philippe,

Présents : Mmes Garniaux, Beluche Hernandez, Dubois, Mougin, Baros
Mrs. Crépin, Beaufrez, Lepers, Bonsoir

Absents excusés : Mrs. Harmand, Garessus

Procuration : M. Brun Michael à M. Crépin Philippe ; M. Beluche Philippe à
Mme Garniaux Martine

Secrétaire de séance : Mme Hernandez

Public :

Délibération n° 2021-40

Autorisation à engager des crédits d'investissements (25 %)

Le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales : Article L 1612-1

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 30 avril 2022, en l'absence du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévue au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou de rengagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus sont inscrits au budget lors de son adoption.

Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes :

- 21318 Autres bâtiments publics : 533 659 € (2 134 636 x 25 %)

VOTE : OUI à l'unanimité

Fait et délibéré à Montreux-Château, les jours mois et an que dessus.

Rendu exécutoire par affichage et
Envoi en Préfecture le 23/12/2021
Le Maire, Philippe Crépin



Pour extrait conforme
Le Maire, Philippe Crépin

